
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 23

Bill No. 23

Loi modifiant la Loi de la protection
de la santé publique et d'autres dis-
positions législatives

An Act to amend the Public Health
Protection Act and other legislation

Première lecture

First reading

M. LAZURE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 23

Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42), modifié par l'article 1 du chapitre 63 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *l*, des suivants:

«*m*») «banque d'organes et de tissus» signifie un lieu aménagé hors d'un centre hospitalier pour conserver des organes ou tissus prélevés sur des corps humains, en vue de l'utilisation de ces organes ou tissus à des fins médicales ou scientifiques;

«*n*») «prothèse» signifie un appareil destiné à remplacer en tout ou en partie un organe ou un membre d'un être humain;

«*o*») «orthèse» signifie un appareil adapté à un être humain et destiné à préserver la fonction d'un de ses membres ou organes ou à restituer la fonction, à compenser pour les limitations ou à accroître le rendement physiologique d'un de ses membres ou organes qui a perdu sa fonction, ne s'est jamais

Bill No. 23

An Act to amend the Public Health Protection Act and other legislation

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42), amended by section 1 of chapter 63 of the statutes of 1975, is again amended by adding after paragraph *l* the following:

“(m) “organ and tissue bank” means a place outside a hospital centre equipped for keeping organs or tissues taken from human bodies, in view of the utilization of such organs or tissues for medical or scientific purposes;

“(n) “prosthetic device” means a device intended to replace the whole or part of an organ or member of a human being;

“(o) “orthopedic device” means a device fitted to a human being and intended to ensure the proper functioning of one of his members or organs or to restore proper functioning, make up for the limitations or improve the physiological capacity of one of his members or organs that has ceased to func-

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 définit les termes « banque d'organes et de tissus », « prothèse », « orthèse » et « service de police ».

L'article 2 énonce que nul ne peut exploiter une banque d'organes et de tissus, s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.

L'article 3 introduit dans la loi une nouvelle section qui remplace la Loi de l'étude de l'anatomie. Elle confie à des médecins désignés pour les différentes régions du Québec la responsabilité de l'acheminement des cadavres non réclamés ou offerts à la science.

L'article 4 précise le pouvoir de réglementation. Il permet de plus de délimiter les régions dans lesquelles les médecins responsables de l'acheminement des cadavres non réclamés ou offerts à la science pourront exercer leurs fonctions.

L'article 5 corrige une erreur qui s'est produite en 1975.

L'article 6 édicte que la présente loi remplace la Loi de l'étude de l'anatomie.

Les articles 7 et 8 sont de concordance.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 defines the terms "organ and tissue bank", "prosthetic device", "orthopedic device" and "police department".

Section 2 decrees that no one may operate an organ and tissue bank without a licence for that purpose issued by the Minister.

Section 3 introduces a new division into the act, replacing the Study of Anatomy Act. It entrusts the responsibility for the disposal of unclaimed bodies or bodies offered to science to physicians designated for the different regions of Québec.

Section 4 clarifies the power to make regulations. It also authorizes delimiting of the regions in which the physicians in charge of the disposal of unclaimed bodies or bodies offered to science may discharge their duties.

Section 5 corrects an error made in 1975.

Section 6 enacts that this act replaces the Study of Anatomy Act.

Sections 7 and 8 are concordance provisions.

pleinement développé ou est atteint d'anomalies congénitales;

«(p) «service de police» signifie un service de police municipal, un service de police d'une communauté urbaine ou la Sûreté du Québec.»

2. L'article 25 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 63 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**25.** Nul ne peut exploiter un laboratoire, une banque d'organes et de tissus, une colonie de vacances ou un service d'ambulance s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.»

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 45, de la section et des articles suivants:

«SECTION VII A

«DE CERTAINS CADAVRES

«**45a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut confier aux médecins qu'il désigne l'application de la présente section; ces médecins deviennent dès lors responsables de l'acheminement des cadavres non réclamés ou offerts à la science dans la région pour laquelle ils sont désignés. Ils peuvent en outre exercer leurs fonctions dans toute autre région pour laquelle aucun médecin n'a été désigné.

«**45b.** Un même médecin peut être désigné pour plusieurs régions.

«**45c.** Des médecins suppléants peuvent aussi être désignés auprès des médecins responsables.

Les suppléants remplacent les médecins responsables, avec les mêmes de-

tion, has never become fully developed or suffers from a congenital abnormality;

“(p) “police department” means a municipal police department, the police department of an urban community or the Québec Police Force.”

2. Section 25 of the said act, amended by section 3 of chapter 63 of the statutes of 1975, is replaced by the following:

“**25.** No person may operate a laboratory, an organ and tissue bank, a vacation camp or an ambulance service unless he holds a permit issued for that purpose by the Minister.”

3. The said act is amended by inserting after section 45 the following division and sections:

“DIVISION VII A

“OF CERTAIN DEAD BODIES

“**45a.** The Lieutenant-Governor in Council may entrust the carrying out of this division to such physicians as he may designate; from such appointment, they have charge of the disposal of unclaimed bodies or bodies offered to science in the region for which they are designated. They may also discharge their duties in any other region for which no physician has been designated.

“**45b.** One and the same physician may be designated for several regions.

“**45c.** Physicians may also be designated to substitute for the physicians in charge.

The substituting physicians shall replace the physicians in charge, with

voirs et pouvoirs, à la demande de ces derniers ou lorsque ceux-ci sont incapables d'agir.

«**45d.** Un cadavre est considéré comme non réclamé lorsque le conjoint, ou, à défaut ou en l'absence de celui-ci, les proches parents jusqu'au degré de cousin germain inclusivement déclarent par écrit qu'ils n'ont pas l'intention de le réclamer, s'en désintéressent manifestement pendant au moins vingt-quatre heures après avoir été avisés du décès ou ne peuvent être trouvés après vingt-quatre heures de recherches.

«**45e.** Chaque médecin responsable donne des instructions périodiquement aux établissements et services de police de sa région sur les dispositions qu'ils doivent prendre à l'égard des cadavres non réclamés dans la région, soit qu'ils les offrent à des universités, soit qu'ils les fassent inhumer ou incinérer.

Toutefois, le médecin responsable peut, pour fins d'inhumation ou d'incinération, autoriser la délivrance d'un cadavre non réclamé à une personne autre que celles visées à l'article 45d, pourvu que cette personne lui en fasse la demande par écrit et s'engage, à la satisfaction du médecin responsable, à faire inhumer ou incinérer le cadavre dans les plus brefs délais.

«**45f.** Lorsqu'un cadavre doit être offert à une université, il incombe à l'établissement ou au service de police qui en a la responsabilité de communiquer avec celle-ci sans délai.

Il en est ainsi si telles sont les instructions reçues du médecin responsable au sujet d'un cadavre non réclamé ou si la personne décédée a laissé un document signé par elle offrant son corps, après son décès, à des fins médicales ou scientifiques.

the same duties and powers, when the latter request it or are themselves unable to act.

“**45d.** A body is considered unclaimed when the spouse or, failing or in the absence of the spouse, the next of kin to the degree of cousin-german, inclusively, declares in writing that he does not intend to claim the body, clearly shows no interest therein for twenty-four hours after being informed of the death or cannot be found after a search of twenty-four hours.

“**45e.** Every physician in charge shall periodically give instructions to the establishments and police departments in his region on the arrangements they are to make in respect of the unclaimed bodies in the region, namely, that they must offer them to the universities, or that they must cause them to be buried or cremated.

However, the physician in charge may, for the purposes of burial or cremation, authorize the delivery of an unclaimed body to a person other than one contemplated in section 45d, provided that person requests it of him in writing and undertakes, to the satisfaction of the physician in charge, to have the body buried or cremated as soon as possible.

“**45f.** When a body is to be offered to a university, it is the duty of the establishment or the police department in charge of the body to communicate with the university immediately.

Such is the case where instructions to that effect regarding an unclaimed body have been received from the physician in charge, or where the deceased person has left a document which he signed offering his body, after his death, for medical or scientific purposes.

Les frais de transport du cadavre sont payés par l'université où il est acheminé.

The cost of transporting the body shall be paid by the university to which it is sent.

«**45g.** Les cadavres qu'aucune université n'accepte de recevoir et les cadavres non réclamés qui, d'après les instructions du médecin responsable, doivent être inhumés ou incinérés, doivent l'être dans les plus brefs délais, aux frais de la municipalité sur le territoire de laquelle ils se trouvent. Toutefois, aucune crémation ne peut être effectuée si elle n'a été autorisée par un coroner conformément au règlement.

«**45g.** Bodies that no university agrees to accept and unclaimed bodies that, on the instructions of the physician in charge, are to be buried or cremated, must be buried or cremated as soon as possible at the expense of the municipality in whose territory they repose. However, cremation shall in no case be carried out without the authorization of a coroner in accordance with the regulations.

«**45h.** La présente section ne s'applique pas dans les cas où un coroner est légalement tenu de rechercher les circonstances qui ont entouré le décès.

«**45h.** This division does not apply where a coroner is required by law to investigate the circumstances of death.

«**45i.** Tout établissement ou service de police qui remet un cadavre à une université doit transmettre une copie de la déclaration de décès visée à l'article 40 au médecin responsable de la région concernée et une autre au ministre.

«**45i.** Every establishment or police department that sends a body to a university shall forward a copy of the declaration of death contemplated in section 40 to the physician in charge of the region concerned and another to the Minister.

«**45j.** Chaque établissement ou service de police doit adresser au médecin responsable de sa région un rapport sur chaque cadavre dont il a été le dépositaire et qu'il a acheminé en vertu de la présente section. Ce rapport indique la date et le lieu du décès, le nom de la municipalité où il s'est produit, le nom, l'âge et l'adresse de la personne décédée, ainsi que le nom des universités auxquelles le cadavre a été offert ou transporté ou, le cas échéant, le lieu où il a été inhumé ou incinéré.

«**45j.** Each establishment or police department shall send to the physician in charge of that region a report on each body in its keeping that it has disposed of pursuant to this division. The report shall indicate the date and place of death, the name of the municipality where the death occurred, the name, age and address of the deceased person, and the name of each university to which the body was offered or transported or, where such is the case, the place where it was buried or cremated.

«**45k.** Le médecin responsable d'une région tient un registre des cadavres acheminés en vertu de la présente section. Doivent figurer à ce registre les renseignements visés à l'article 45j.

«**45k.** The physician in charge of a region shall keep a register of the bodies disposed of under this division. The register shall contain the particulars mentioned in section 45j.

Le médecin responsable d'une région doit, le premier janvier de chaque année, adresser au ministre un rapport détaillé de ses activités.»

4. L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 63 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, après les mots «d'ambulance», de ce qui suit: «, de banque d'organes et de tissus»;

b) par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe *q* du premier alinéa, des mots «que les employeurs doivent tenir sur chacun de leurs employés et qu'ils doivent rendre» par les mots «qui doivent être tenus sur chacun des employés des entreprises oeuvrant dans les secteurs qu'il identifie, les personnes ou comités chargés de la tenue de ces dossiers, les circonstances dans lesquelles les dossiers doivent ou non être rendus»;

c) par le remplacement du paragraphe *s* du premier alinéa par les suivants:

«*s*) délimiter les régions dans lesquelles les médecins responsables, désignés conformément à l'article 45*a*, peuvent exercer leurs fonctions;

«*t*) prescrire toute mesure utile à la mise en application de la présente loi.»

5. L'article 8 de la Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique (1975, chapitre 63) est abrogé.

6. La présente loi remplace la Loi de l'étude de l'anatomie (Statuts refondus, 1964, chapitre 250).

7. L'article 35 de la Loi des coroners (1966/1967, chapitre 19) est modifié par le remplacement des septième, huitième et neuvième lignes du premier

On the first of January each year the physician in charge of a region shall send the Minister a detailed report of his activities."

4. Section 50 of the said act, amended by section 15 of chapter 63 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by inserting, after the word "ambulance" in the third line of subparagraph *b* of the first paragraph, the following: ", organ and tissue bank";

(b) by replacing the words "to be kept by employers on each of their employees and to be made" in the third and fourth lines of subparagraph *q* of the first paragraph by the words "to be kept on each employee of the firms operating in the sectors he indicates, the persons or committees charged with the keeping of those records, the cases in which the records must be or must not be made";

(c) by replacing subparagraph *s* of the first paragraph by the following:

"(s) delimit the regions within which the physicians in charge designated in accordance with section 45*a* may discharge their duties;

"(t) prescribe any measure useful for the carrying out of this act."

5. Section 8 of the Act to amend the Public Health Protection Act (1975, chapter 63) is repealed.

6. This act replaces the Study of Anatomy Act (Revised Statutes, 1964, chapter 250).

7. Section 35 of the Coroners Act (1966/1967, chapter 19) is amended by replacing the seventh and eighth lines of the first paragraph by the following:

alinéa par ce qui suit: «en la manière prévue par la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42). Une telle».

8. L'article 66 du Code civil, modifié par l'article 63 du chapitre 42 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

«**66.** On ne peut procéder à l'inhumation ou à l'incinération d'un cadavre humain avant l'expiration de douze heures à compter du décès.»

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“the Public Health Protection Act (1972, chapter 42).”

8. Article 66 of the Civil Code, amended by section 63 of chapter 42 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

“**66.** The body of a deceased person cannot be buried or cremated before the expiry of twelve hours after his decease.”

9. This act shall come into force on the day of its sanction.